

ACTEURS

COP24: l'urgence climatique attendra

OLIVIER FERRARI

CEO CONINCO EXPLORERS IN FINANCE



Les directives de mise en œuvre de l'Accord de Paris sont adoptées à la COP24. Trois ans après sa conclusion à Paris, un «mode d'emploi» très technique de cet accord a finalement été approuvé. Le paquet de directives qui a été adopté - appelé rulebook dans le jargon des négociations - est conçu pour encourager une plus grande ambition d'action en faveur du climat et doit bénéficier aux personnes de tous les horizons, en particulier les plus vulnérables. Pour certains, les résultats de cette COP24 sont ambitieux, pour d'autres nous sommes face à un échec qui ne fait que renforcer notre inconscience devant l'évolution empirique du réchauffement.

Le récent rapport du GIEC - Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat présenté le 18 octobre 2018, avait révélé que le respect des engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris placerait la trajectoire du réchauffement de la température globale à 3% Celsius à la fin du siècle. Cette tendance qui est bien loin des objectifs initiaux présente des conséquences critiques pour l'humanité et son environnement.

Une réduction immédiate et drastique est nécessaire avant 2030, comme le suggèrent les experts du GIEC. Dans ce sens, les différentes parties à l'Accord de Paris ont été invitées à rehausser leurs contributions nationales, afin de viser une élévation maximale de la température à 1,5° ce qui réduirait sensiblement les risques et les

effets du changement climatique. Tous les efforts entrepris et à entreprendre, et pour autant qu'ils puissent être appliqués en totalité, ont le risque d'être mis à néant

avec un des oubliés du GIEC. Il s'agit de l'impact de la fonte du permafrost.

Celui-ci commence à libérer des gaz à effet de serre, soit principale-

ment du méthane qui a un impact négatif démultiplié par rapport au CO₂ selon une étude publiée dans Nature Geoscience.

Le permafrost représente en surface une couverture près de 1,3 fois le Canada. Pour des températures moyennes actuelles supé-

rieures de 1° par rapport à l'ère préindustrielle, on peut déjà constater que des zones entières libèrent des quantités de méthane conséquentes et de CO₂, repré-

sentant près de 15 années d'émissions humaines.

Selon cette étude, avec la prise en compte des gaz à effet de serre relâchés par le perma-

frost, l'objectif de 1,5° ne serait déjà plus réalisable. Une telle éventualité demande à considérer les impacts sur la mutation de l'écosystème avec tout ce que cela implique au niveau des migrations climatiques.

La fonte du permafrost pourrait

arriver à un point de basculement: au-delà d'une certaine hausse des températures, où les risques de déclencher des phénomènes, avec effets de chaîne, qui ne sont pas encore évalués actuellement.

«Les projections les plus pessimistes du GIEC avec un réchauffement à 4 ou 5 ° n'incluent pas les processus de dégel des zones encore gelées dont les rétroactions modifient les dynamiques thermiques en cours de notre planète».

Le 5 septembre dernier, dans la Geophysical Research Letters, des chercheurs de l'université d'Alberta au Canada ont mis en évidence que les eaux de fonte de ces zones entrées en processus de

dégel, drainent de l'acide sulfurique qui pourrait amplifier un impact négatif avec l'érosion des roches sous-jacentes qui, elles-mêmes, piègent du dioxyde de carbone. Le permafrost, selon une étude publiée en février dernier dans le National Snow and Ice Data Center, mettait en évidence des stocks de mercure représentant 863 millions de kilogrammes et qui se trouvent dans cette couche superficielle du sol ira finir, pour une partie, dans les océans et contaminer toute la chaîne alimentaire. ■

LES EAUX DE FONTE
DES ZONES ENTRÉES
EN PROCESSUS DE DÉGEL
DRAINENT DE L'ACIDE
SULFURIQUE QUI POURRAIT
AMPLIFIER UN IMPACT
NÉGATIF.